

**Extrait du livre des Économistes atterrés, *Macron, un mauvais tournant, Les Liens qui Libèrent*, octobre 2018 :**

« En définitive, trois projets, au moins, se confrontent au sein des élites européennes. Le premier, porté par les autorités européennes, veut imposer les règles budgétaires et les réformes structurelles en mettant en place un ministère de la zone euro et un FME qui pourront modifier les budgets nationaux et priver de fonds structurels les pays rebelles. Le deuxième, celui de certains libéraux et de la droite allemande, compte sur la discipline imposée par les marchés financiers, une fois que les principes de non-solidarité de États membres et de non-financement par la BCE auront été clairement réaffirmés et que les dettes publiques auront été clairement affichées comme des actifs risqués. Le troisième, celui porté par Emmanuel Macron et par certains économistes de gauche, propose de centraliser les politiques budgétaires de stabilisation, de transfert et d'investissement grâce à un ministre et un Trésor de la zone euro, qui seraient contrôlés par un Parlement de la zone euro. Ce troisième projet ne bénéficie d'aucun véritable soutien en Europe. Sa mise en œuvre paraît donc illusoire.

À ces trois projets, il est possible d'en opposer un autre : il convient de tourner le dos aux règles automatiques d'austérité budgétaire pour mettre en place une vraie coordination des politiques économiques de la zone euro, se donnant pour objectif le plein emploi et la réduction des déséquilibres entre les pays. Cela nécessite de mettre en cause les stratégies des pays (Allemagne, Autriche, Pays-Bas) qui ont des excédents courants trop importants, qui ont fait des gains de compétitivité excessifs, des économies excessives sur leurs infrastructures ou leurs dépenses sociales, à défaut de quoi c'est l'existence même de l'euro qui sera (ou devra être) remise en cause. Les dettes publiques des États membres doivent être protégées de la spéculation financière, être collectivement garanties par la BCE et les États membres, sauf en cas d'indiscipline flagrante au processus de coordination. Les fonds structurels ne doivent pas être utilisés pour imposer des réformes libérales, mais au contraire pour aider les pays périphériques à relancer leur industrie et à retrouver de la compétitivité grâce au développement de leurs infrastructures. Enfin, l'Europe doit s'engager dans l'harmonisation fiscale et la convergence sociale avec la volonté de protéger et développer son modèle social ; elle doit lutter contre l'instabilité induite par la financiarisation en réorientant l'activité des banques et de la finance vers le crédit aux investissements publics et aux investissements requis par la transition écologique. Les finances publiques doivent bénéficier de la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales ; les pays doivent mettre fin à la coûteuse concurrence fiscale et s'accorder sur des taux minimums de taxation sur les hauts revenus, les patrimoines élevés et les grandes entreprises. Cela demande une volonté politique qu'Emmanuel Macron n'incarne pas et des soutiens européens dont il ne dispose pas ».

*Permettons-nous le commentaire suivant :*

*La fin de cette partie - la septième - consacrée à « Rénover l'Europe ? » du livre des Économistes atterrés me renvoie personnellement au passage de mon document sur « l'historique de l'euro », en date du 3 juin 2018, où je distingue trois paris possibles pour sauver l'euro, le pari de la révision, qui est celui d'A. Merkel, le pari de la réforme, qui est celui d'E. Macron et le pari que je formule, celui de la refonte. Par rapport au troisième projet des Économistes atterrés, mon pari pour la refonte partage les mêmes critiques et présente beaucoup de points communs quant aux propositions mais va plus loin sur les perspectives en optant délibérément pour une vision fédéraliste : cette vision est-elle donc utopique ?*

*N.B. : Je reprends l'analyse de ce que j'appelle les « Trois paris » en date du 19 juillet et à cette occasion je rappelle les apports d'Alain Cotta avec son livre « Sortir de l'euro ou mourir à petit feu » paru en 1992 et surtout de Robert Boyer avec son article sur les « Sept scénarios pour l'avenir de l'Union européenne », paru en 2014, et que j'évoque plus précisément en date de mars 2014.*